Nous reprenons ici la tribune signée Grégory Chambat (membre du collectif Q2C) publiée dans le journal *L'Humanité* du 2 octobre 2015…

Changer notre école avec les enfants migrants La lutte pour l'égalité et la démocratie dans les actes

Vendredi, 2 Octobre, 2015
L'Humanité
Par Grégory Chambat, enseignant et coanimateur du collectif Questions de classe(s).

L'arrivée massive de migrants fuyant la guerre, l'oppression ou la misère pose la question des conditions de scolarisation des quelque 8 000 à 10 000 enfants attendus.

Depuis une circulaire de 2012, les élèves primo-arrivants sont accueillis dans des dispositifs qui ont remplacé ceux mis en place au début des années 1970. Selon une logique « d'inclusion », ils fréquentent dès le premier jour, parallèlement à un accompagnement linguistique spécifique, une classe « ordinaire » en fonction de leur âge pour y suivre différents cours (sport, arts plastiques, mathématiques, etc.) avec leurs camarades francophones. Mais l'inclusion, c'est d'abord l'idée que c'est à l'institution de s'adapter à son public, dans toute sa diversité, et non l'inverse. Une révolution pour notre système éducatif !

C'est peut-être là une opportunité pour repenser l'organisation de l'école et sa pédagogie. Pour reprendre l'heureuse formule de l'ethno-psychanalyste Marie-Rose Moro, « les enfants de l'immigration, une chance pour l'école », les établissements qui accueillent ces élèves constatent combien leur présence peut faire changer notre regard sur les pratiques pédagogiques et les finalités de l'institution scolaire française. C'est souvent depuis les « marges » du système que l'on comprend et que l'on éclaire ce qui semble trop naturellement évident… Alors, plutôt que de redouter ces arrivées, ne devrions-nous pas nous emparer de ce défi et le considérer comme un des leviers possibles pour une véritable démocratisation du système éducatif français ?

La lutte contre les inégalités passe non seulement par la réussite de l'accueil de ces enfants, mais elle pourrait aussi s'inspirer des expériences tirées de cet accueil… une occasion de réinjecter du « social » dans notre pédagogie et d'initier tous les élèves au décryptage des « codes » de l'école : ce que les enseignants pour les jeunes migrants nomment le français « langue de scolarisation ». Ces perspectives pédagogiques ne doivent pas masquer les responsabilités de l'institution à laquelle ces élèves rappellent avec force l'exigence d'une école au service de toutes et tous. La démocratisation scolaire – telle qu'elle a été pensée à la Libération – est à ce prix : l'abandon du mythe de l'égalité des chances ou de la méritocratie au profit de l'égalité effective. Si la question des moyens humains et financiers à mobiliser est un premier impératif, la seule multiplication de dispositifs « d'urgence » ne saurait relever les défis qui nous attendent. Pour assumer sa fonction de « pivot » dans l'accueil des familles de migrants, l'école doit disposer des ressources et des compétences nécessaires.

À l'heure où les tenants d'une ligne « réac-publicaine » décomplexée revendiquent de plus en plus ouvertement une logique élitiste de ségrégation scolaire, il faut aussi mener la bataille contre ceux qui accusent déjà les « arrivants » de faire « baisser le niveau ». Notre lutte pour l'égalité et la démocratie, à l'école comme dans la société, doit passer aux actes : contre les ségrégations déjà à l'œuvre dans l'institution elle-même et pour une pédagogie d'émancipation.